

Pouvoir politique et pouvoir religieux dans l'histoire de l'islam 2/2

Par le Professeur Abdelmajid Charfi

Les représentations

Ce bref aperçu des données historiques anciennes et modernes concernant les rapports entre pouvoir politique et pouvoir religieux démontre, au moins, une chose certaine: que ces rapports sont loin d'être aussi simples et aussi uniformes qu'on le prétend habituellement. Ils ont évolué suivant les conjonctures, varié selon les situations locales particulières et connu des périodes de conflits latents ou ouverts, et des périodes d'harmonie où chaque partie trouvait son compte. La seule constante qui s'est dégagée très tôt dans l'histoire de l'islam est que la religion doit être à la base de l'édifice social, que c'est elle qui est pourvoyeuse de signification dans tous les actes de la vie individuelle ou collective. Elle était, en quelque sorte, le rempart reconnu par tous et intériorisé contre le chaos qui menaçait en permanence l'ordre social. On ne pouvait donc se représenter un ordre qui ne serait pas voulu et maintenu par une puissance supra humaine qui lui conférait un sens ultime et lui imposait, par là même, certaines règles de conduite et des rites appropriés.

Il n'y a, à ce stade, rien de nouveau ni de bien particulier par rapport à ce qu'ont connu les grandes civilisations de l'Inde, de la Chine ou de l'Occident chrétien par exemple. La religion a rempli partout une fonction similaire. Les clercs pouvaient être organisés différemment, appelés rabbins, prêtres, cheikhs ou bonzes, liés par une hiérarchie pyramidale ou par une esprit de corps et une même formation, c'étaient les formes et les pratiques culturelles qui variaient, mais fondamentalement le rôle des clercs ne changeait point. Il était identique et l'est resté aussi longtemps que les modes de vie et de production, les modèles de société, les valeurs et les visions du monde sont demeurés traditionnels.

Il en découle que les représentations des données historiques brutes que nous avons évoquées, dépendent en grande partie des situations particulières de chaque société musulmane. Or, les écarts entre les degrés de développement politique, social, économique et culturel sont justement trop importants pour qu'on puisse appliquer aux différents pays où

l'islam est présent, exclusivement ou majoritairement, les mêmes critères. Quelques pays bénéficient d'une tradition étatique bien ancrée qui a évolué sans trop de heurts vers l'Etat national moderne, mais dans d'autres pays, beaucoup plus nombreux, l'idée même d'un Etat, différent dans sa logique de celle de l'empire ou de la tribu, est trop récente et trop fragile pour donner lieu à une organisation subséquente. Le niveau d'industrialisation est également très différent d'un pays à l'autre, avec ce qu'il implique de rationalisation du temps et de l'espace, et les répercussions de celle-ci sur les autres domaines de l'action, de la réflexion et de l'imaginaire collectif. L'urbanisation est, par ailleurs, un phénomène quasi général, mais elle ne s'est pas traduite partout par un changement des liens tribaux et patriarcaux en usage dans les campagnes et les villes traditionnelles, ni par une amélioration tangible de la condition féminine. Les disparités culturelles sont, elles aussi, très importantes malgré les taux de scolarisation élevés dans les pays pétroliers. Il y a un monde entre les situations où les idées et les connaissances modernes ont pénétré depuis le 19^e siècle (et favorisé l'émergence de mouvements réformistes qui ne manquent pas de hardiesse), et celles où le système d'enseignement archaïque est resté en vigueur, centré sur les études religieuses traditionnelles, faisant appel uniquement à l'effort de mémorisation et ne favorisant guère l'esprit critique et le jugement personnel.

Les représentations des rapports entre Etat et religion sont, d'autre part, à l'intérieur d'un même pays, divergentes ou franchement contradictoires, suivant l'influence d'autres facteurs impliquant l'âge, le sexe, la condition sociale et économique, le degré d'instruction et sa nature, etc. Autant dire que nous oeuvrons sur un terrain miné qui ne permet pas une approche lucide globalement valable. Ce qui nous amène, de façon assez arbitraire il est vrai, à classer ces représentations selon qu'elles émanent des forces sociales motrices, ou des autres composantes de la société qui subissent les différentes contraintes et les changements (plus qu'elles n'agissent, ou simplement, aient l'impression d'agir, sur les événements qui les concernent).

On est en droit d'attendre de la première catégorie, parce que privilégiée et plus cultivée, une représentation du passé et des exigences du présent et du futur plus objective et plus conforme à la réalité. Or, deux facteurs viennent fausser, en règle générale, son jugement, avec des exceptions notables, bien sûr, mais assez peu significatives. Le premier est que les idées et les valeurs mettent constamment plus de temps à évoluer que les faits matériels. La religion étant un domaine où sont impliquées des valeurs existentielles, tout ce qui la concerne est entaché d'attitudes passionnelles et suscite des émotions profondes qui empêchent la réflexion sereine et détachée. Quant au second facteur, il est le résultat du décalage historique entre les sociétés occidentales modernes et les sociétés musulmanes, et du passé colonial récent. Il consiste à voir la réalité locale dans le miroir de l'autre et à travers son prisme déformant. Des schémas stéréotypés et des catégories toutes prêtes sont ainsi

appliquées, qui ne tiennent aucun compte des conditions de leur production et des réajustements continus qui leur sont apportés dans leurs pays d'origine. On assiste, en conséquence, à des situations où les élites sont pratiquement coupées de la réalité, et ont échappé à une certaine aliénation pour tomber dans une autre non moins néfaste. D'où les simplifications abusives assez courantes et les positions schizophréniques fréquentes qui aboutissent à une auto-glorification et à un auto-dénigrement, tous deux paradoxalement présents au gré des circonstances et selon qu'on est au pouvoir ou dans l'opposition, qu'on est au niveau théorique ou pratique, et qu'on est dans le domaine privé ou public. Ainsi, il n'est pas rare qu'une attitude piétiste tout à fait traditionnelle coexiste avec une rationalité pure dans les affaires ou dans l'exercice d'une haute fonction, et qu'une idée moderne de l'Etat coïncide avec des comportements faisant fi des principes élémentaires de la démocratie.

En d'autres termes, les forces sociales motrices agissent plutôt par mimétisme d'un Occident mythifié. Elles n'ont pas suffisamment intériorisé les valeurs de la modernité. Elles se contentent d'un bricolage approximatif, au lieu de fonder les rapports entre la religion et l'Etat sur de nouvelles bases plus conformes à l'esprit de l'une et de l'autre. Profondément sécularisées dans leur ensemble, quelque recoin de leur personnalité résiste à aller jusqu'au bout de la logique de ce processus. Si elles croient aux vertus de la laïcité, elles hésitent à franchir le pas et à proclamer publiquement ce qu'elles pensent tout bas en privé. Leur drame est qu'elles ont l'impression de trahir l'islam en ne se conformant pas à sa pratique historique, conditionnées qu'elles sont par les clichés qu'elles ont appris sur les bancs de l'école plus que par une culture religieuse et historique solide. Mais plus graves que leur drame existentiel et leurs états d'âme, sont les blocages et les conséquences tragiques pour l'ensemble de la population de leurs hésitations, de leurs contradictions et de leur fausse conscience.

Comparés aux forces sociales agissantes, les autres éléments, majoritaires, de la population ont des rapports entre religion et Etat une représentation plus archaïque et en même temps plus empreinte de bon sens. Peu importe pour eux que l'islam soit proclamé religion de l'Etat, l'essentiel est que le pouvoir politique doit être au service du religieux, que l'Etat soit celui de l'islam et non le contraire. Dans cette perspective, ce n'est pas un rétablissement de l'équilibre entre les deux pouvoirs que l'on espère, mais bel et bien un retour à un âge d'or présumé, promu au rang de norme idéale. Une nostalgie des origines, en quelque sorte, avec tout ce qu'elle comporte de mythe. De ce point de vue, nous avons affaire à une attitude conservatrice qui a peur du changement parce que les gens n'ont pas été éduqués dans le sens d'une prise en charge de leur destinée. L'absence de l'esprit de citoyenneté est, cependant, imputable aux siècles de servitude et de sujétion, ainsi qu'aux pratiques quotidiennes et concrètes du pouvoir politique qui se permet toutes les exactions au nom de la raison d'Etat ou de l'intérêt national. La presse étant muselée et la liberté d'association réduite à sa plus simple expression, la masse des croyants est jetée dans les bras des "gardiens de

l'islam"⁵ qui lui inculquent une vision du monde a-historique, et une représentation des conflits qui ont jalonné le passé islamique qui n'a qu'un rapport très lâche et parfois inversé avec la réalité des faits. Pis encore, le discours officiel s'adonne sur ce plan à une surenchère et tombe régulièrement dans l'apologie la plus creuse. Mais les honnêtes gens sont rarement dupes. Ils savent tout d'abord, ou du moins sentent confusément, que la pratique des hommes de religion comme celle des hommes politiques contredit souvent leur discours. Ils recherchent ensuite ce qui compense leur amertume et leur fournit la quiétude dont ils sont privés par leurs conditions de vie difficiles. Ils ne retiennent donc que ce qui ne s'oppose pas aux ambitions qu'ils se forgent. Et on retrouve, par là, la même schizophrénie que nous avons décelée chez la première catégorie, et le même bricolage, grossier cette fois, qui tente de concilier les inconciliables: un concept de la religion qui a de la peine à coller à la réalité vécue, des obligations rituelles établies dans un contexte différent en tous points du genre de vie qu'ils mènent à l'usine, au bureau, sur le chantier ou dans les banlieues populaires surpeuplées, pour ne pas parler des bidonvilles, et des normes religieuses inapplicables dans des sociétés en pleine mutation, quand elles ne contredisent pas carrément les stipulations de la loi positive. Nous assistons, malgré tout, à un passage qui se fait dans la douleur << d'une société " holiste", mettant l'accent sur le tout social comme valeur suprême, à une société individualiste marquée, entre autres, par l'autonomisation du champ économique >>⁶, et cela ne manque pas de se répercuter sur les représentations traditionnelles du politique et du religieux.

Les enjeux

Sur la base de ces constatations, il nous faut maintenant essayer de dégager les enjeux en cause dans le passé et le présent des sociétés musulmanes. Au risque d'être taxé de simpliste, nous plaçons les intérêts des tenants des deux pouvoirs politique et religieux au premier rang des enjeux. En effet, la religion ayant été dans les sociétés pré-modernes l'instance suprême de légitimation, les gouvernants tenaient naturellement à s'en servir jusqu'à en abuser. En contre partie, le corps des hommes de religion leur monnayait son soutien et profitait des privilèges et des honneurs liés à ses fonctions. En inversant la perspective, on aboutirait pratiquement au même résultat: le pouvoir religieux avait la main basse sur la société, où le sacré était omniprésent, et il avait besoin, pour assurer son monopole de la contrainte sociale, de déléguer au pouvoir politique l'exercice de la force brutale, et il lui accordait, par conséquent, une entière liberté d'action dans son champ propre, à condition qu'il n'empiète pas sur les mécanismes religieux de la cohésion sociale⁷. Il y avait, en somme,

⁵ Titre d'un ouvrage récent de Mélika Zghal, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1996.

⁶ Asma Béatrix-Larif, in GRIC, *Pluralisme et laïcité*, Paris, Bayard Editions/Centurion, 1996, p. 213.

⁷ C'est ce qui se dégage clairement de la thèse d'Ibn Taymiyya (m. 728/1328) dans son célèbre traité *as-Siyâsa ash-shar'iyya*, pourtant sollicité par les wahhabites d'Arabie comme par les islamistes modernes.

une dialectique parfaite entre les deux pouvoirs, et des intérêts réciproques qui, paradoxalement - mais le paradoxe n'est qu'apparent- admettaient les écarts vis-à-vis de la norme et toléraient que les bédouins, par exemple, et "les gens du livre", juifs et chrétiens, obéissent à leurs propres règles, dans la mesure où ces écarts n'affectaient pas les fondements mêmes de l'ordre établi. La complémentarité des deux pouvoirs impliquait aussi qu'ils se contrôlaient mutuellement, et que la société civile, de caractère religieux certes mais entendue dans le sens où l'initiative vient de la base et non du sommet, était aussi libre de ses mouvements dans son domaine réservé qui incluait, entre autres, les systèmes éducatif et sanitaire, les organisations charitables et les confréries, que le clan politico-militaire l'était dans le sien.

Cependant, en affirmant cela, nous ne devons pas perdre de vue un autre enjeu de taille qui est un trait caractéristique des trois religions monothéistes, particulièrement accusé dans l'islam. C'est la subordination de l'ordre du monde aux exigences du salut qui a été incontestablement au coeur de la tension permanente entre le politique et le religieux, et n'a cessé d'alimenter toute sorte de messianismes dont le mahdisme soudanais, à la fin du 19^e siècle, est la manifestation la plus récente et probablement la dernière de ce genre. Car, pour nous, il est clair que les mouvements islamistes modernes, depuis "Les Frères musulmans" en Egypte jusqu'aux "Talibans" afghans, en passant par Khomeyni et la révolution iranienne, s'ils sont mus en apparence par des considérations religieuses, appartiennent tous à un nouveau contexte dans lequel la religion s'est dégradée en idéologie de combat pour atteindre des objectifs nationaux et satisfaire des revendications sociales, économiques et identitaires.

Les messianismes religieux sont par définition à vocation universaliste, ils transcendent les frontières géographiques et les clivages ethniques, à la manière du bahaïsme par exemple, alors que les mouvements islamistes contemporains, même avec la coordination qui a permis de parler à leur égard d'une internationale islamiste, sont, dans la logique de leur action, profondément imprégnés des réalités du monde d'aujourd'hui que sont les entités nationales bien établies ou en gestation, la soif de justice sociale et l'idéal de progrès matériel. Ces réalités peuvent, bien sûr, s'inscrire en quelque sorte en creux, et être rejetées au niveau du discours mobilisateur. Elles n'en sont pas moins présentes dans la pratique. A ce titre, le caractère totalitaire de ces mouvements est à lui seul révélateur de l'effet pervers des dérives fascistes dont notre siècle finissant est particulièrement friand. En tout cas, il n'est point dans la continuité des finalités que s'est assignées le pouvoir religieux au cours de l'histoire. A plus forte raison, le recours aux méthodes terroristes lui était absolument étranger et était formellement prohibé. Il était contraire à la préférence constante que les clercs musulmans avaient pour l'ordre, même inique, et à leur répugnance profonde pour la sédition quelle qu'elle soit. C'est ce qui explique que les leaders de ces mouvements ne sont nullement un pur

produit de l'institution religieuse traditionnelle qu'ils ne cessent de fustiger pour son suivisme et sa docilité à l'égard des pouvoirs politiques jugés mécréants et corrompus.

Nous voici donc en face d'une situation inédite, qui ne se réfère qu'abusivement à la pratique historique. Sur ce point particulier, les *ulamas* traditionnels et les penseurs modernistes sont d'accord. Mais les arguments formels des uns et des autres ne changent rien au fait qu'une tranche importante de la population adhère à l'idéologie islamiste et que des jeunes, garçons et filles, s'y reconnaissent. Car, justement, les enjeux sont politiques, économiques, sociaux, et culturels autant que religieux, sinon davantage:

- Ils sont politiques parce qu'aujourd'hui les gens aspirent à une participation au pouvoir que leurs ancêtres ne revendiquaient point. Et l'islamisme leur dit qu'ils auront, grâce à lui, une voix au chapitre, que leur volonté sera respectée et qu'ils ne seront plus victimes d'une caste militaire ou de régimes qui recourent au truquage éhonté des résultats électoraux;

- Ils sont économiques parce que les troupes que l'islamisme réussit sans peine à mobiliser sont essentiellement les exclus de la modernisation et les laissés pour compte de l'expansion. La pauvreté, l'indigence, la misère matérielle étaient auparavant considérées comme une fatalité, elles étaient acceptées comme étant conformes à l'ordre naturel des choses. Elles sont maintenant unanimement rejetées et vécues comme des injustices qu'il s'agit de redresser coûte que coûte. De même que le luxe ostentatoire affiché par certains est perçu comme une agression à laquelle il faut impérativement mettre un terme;

- Ils sont sociaux dans la mesure où l'éclatement de la structure patriarcale traditionnelle, l'exode rural, les rythmes de la vie urbaine sont autant de changements qualitatifs que rien n'est venu "accompagner" d'une manière efficace: ni liberté d'expression, ni liberté d'association, ni structures crédibles de médiation et de régulation. Faute de solutions appropriées à des problèmes sociaux bien réels, peut-on raisonnablement reprocher aux islamistes leur nostalgie compensatoire de la vie supposée simple et solidaire des premiers temps islamiques?

- Ils sont également des enjeux éminemment culturels parce que le passage est brutal d'une culture plus ou moins stable fondée sur l'oralité, la mémorisation et le dogmatisme, vers une autre culture basée sur l'expérimentation, l'investigation et la recherche sans bornes, et caractérisée par un flot incessant de données et de connaissances échangées d'un bout à l'autre de la planète à la vitesse de la lumière. Cela crée inéluctablement un choc dont aucune culture traditionnelle n'est épargnée, et une réaction de rejet alimentée, en plus, par la peur de l'asphyxie des cultures particulières au profit d'une sous-culture à prétention universelle, dominée uniquement par les puissances de l'argent;

- Ce sont enfin des enjeux religieux, où les représentants traditionnels de l'institution islamique officielle sont dépassés par de nouveaux porte-parole de l'islam qui n'ont pas leur culture et leur connaissance des textes, et par des activistes politiques dénués de leur profonde piété, de leur réserve ancestrale et de leur souci permanent de l'intérêt général de la communauté⁸. Or, les pratiques sectaires de ces nouveaux leaders religieux sont en rapport avec les attentes immédiates et le niveau intellectuel limité de la base sociale des mouvements islamistes. Elles sont aussi le résultat évident de la crise aiguë que traverse la religion dans son ensemble: sa théodicée, ses symboles et sa signification. La religion a vu ses supports s'écrouler l'un après l'autre et être remplacés par des instances sécularisées, sans qu'elle ait eu le temps et l'énergie de s'adapter aux nouvelles données cognitives, sociologiques et politiques. Hier, elle servait à tout expliquer, maintenant c'est elle qui est susceptible d'être diversement interprétée. Ce changement radical de statut, elle ne s'en est pas remise et il a donné lieu à toute sorte de clichés, de slogans et d'ersatz religieux.

La conclusion qui s'impose d'elle-même est que si nous constatons quelques survivances des pouvoirs politique et religieux traditionnels, elles ne sont que des phénomènes de substitution difficilement reconnaissables, comparées à l'exercice de ces pouvoirs dans l'histoire de l'islam⁹. En écartant délibérément l'explication essentialiste de la collusion entre le politique et le religieux (l'islam, en tant que tel, est religion et Etat), nous pouvons énoncer trois propositions par lesquelles nous terminons cet exposé:

1- Ce sont les carences démocratiques, la rapidité des mutations sociologiques et l'accumulation des frustrations qui sont, au moins autant qu'une pensée religieuse figée, responsables des amalgames et des interférences entre le religieux et le politique. Toute analyse qui ne tiendrait pas compte de l'interaction continue de ces facteurs risque de passer à côté du problème et de déboucher, traduite dans une action quelconque, sur un échec cuisant.

2- La laïcité n'est ni conforme ni contraire aux principes de l'islam, logé, sur ce plan, à la même enseigne que le judaïsme et le christianisme. Des trois religions monothéistes, le christianisme, et surtout sa composante protestante, est d'ailleurs celui qui a su - ou dû - s'adapter le mieux aux valeurs du monde moderne: autonomie du politique, pluralisme, démocratie, liberté, droits de l'homme, etc. Ni le judaïsme sioniste et orthodoxe d'Israël, ni

⁸ -Le personnage de l'imam dans le film de Merzak Allouache, Bab el oued city, est révélateur de la situation en porte à faux qui contraint les *ulamas* traditionnels à se retirer du devant de la scène.

⁹ - Y compris l'histoire contemporaine: "Cette division des fonctions se réplique dans le lien qui unit les oulémas traditionnels au pouvoir politique. **Celui-ci décide de la gestion des affaires de la cité, ceux-là la légitiment.** Elle montre que tâches politiques et religieuses sont dans la pratique déconnectées par leur distribution, et nie l'idée d'une union du politique et du religieux intrinsèque à l'islam", M. Zeghal, op. cit., p. 369 (C'est nous qui soulignons).

l'islam du pétrole et des mouvements islamistes n'ont réussi à se débarrasser des catégories d'un autre âge mises superficiellement au goût du jour.

3- Aucune religion n'a de chances de survivre si elle est écartée de la chose publique, si elle est complètement désincarnée. En même temps, aucune société ne peut se passer de religion ou de sacré. Le drame de l'islam et du système monothéiste historique en général est que, dans sa forme institutionnelle, dogmatique et exclusiviste, il est trop lié aux conditions propres des sociétés pré-modernes pour admettre qu'il n'est qu'un des aspects des contre-pouvoirs tolérés, voire exigés par l'organisation moderne de la société, et une expression parmi d'autres de la conscience collective.

S'il en est vraiment ainsi, nous ne sommes qu'au tout début d'un processus qui répudie à long terme, dans la religion, ses manifestations historiques pour revenir au message prophétique qui est à son origine et qui, débarrassé de tout littéralisme, est, lui, à notre sens, foncièrement libérateur.